

Malakoff, le 23 avril 2018

Décision 2018-13 fixant la composition, les modes de désignation des membres et le fonctionnement de la commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents non titulaires de l'Etablissement Public d'Insertion de la Défense

La directrice générale de l'Etablissement public d'insertion de la défense,

Vu le code électoral, notamment ses articles L.5 et L.6 ;

Vu le décret n°82-451 du 28 mai 1982 relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-16 du 11 janvier 1984, modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n°86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi 86-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n°2005-843 du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique ;

Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu le décret n°2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

Vu le décret n°2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique ;

Vu la décision n°43 du 27 octobre 2011 fixant la composition, les modes de désignation des membres et le fonctionnement de la commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents non titulaires de l'Etablissement Public d'Insertion de la Défense.

Décide :

Article 1^{er} - Il est institué auprès de la directrice générale de l'Etablissement Public d'Insertion de la Défense (EPIDE), en application de l'article 1-2 du décret du 17 janvier 1986 susvisé, une commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents non titulaires de l'EPIDE recrutés en application des articles 4, 6, 22 bis et 27 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, ci-après dénommée la commission.

TITRE 1^{er} COMPOSITION

Article 2 – La composition de la commission est fixée comme suit :

Collèges	Catégorie d'emploi	Représentants du personnel		Représentants administration	
		Titulaires	Suppléants	Titulaires	Suppléants
1 ^{er} collège	Attaché	2	2	2	2
	Chef de service/de projet				
	Coordonnateur				
	Responsable				
	Formateur				
	Infirmier				
2 ^{ème} collège	Chargé de...	3	3	3	3
	Secrétaire administratif				
	Technicien				
	Conseiller				
3 ^{ème} collège	Adjoint administratif	3	3	3	3
	Adjoint technique				
	Moniteur				

Les membres de la commission sont désignés pour une période de quatre années. Leur mandat peut être renouvelé.

La durée du mandat peut être exceptionnellement réduite ou prorogée, dans un intérêt de service, par décision de la directrice générale de l'EPIDE. Cette réduction ou prorogation ne peut excéder une durée d'un an.

Lors du renouvellement de la commission, les nouveaux membres entrent en fonction à la date à laquelle prend fin le mandat des membres auxquels ils succèdent.

TITRE 2 DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL

Article 3 - La date des élections pour la désignation des représentants du personnel est fixée par décision de la direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP).

Electeurs et listes électorales

Article 4 - Sont électeurs les agents non titulaires, bénéficiant d'un contrat d'une durée minimale de six mois, recrutés conformément aux dispositions des articles 4, 6, 22 bis et 27 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, en activité à la date du scrutin, et comptant à cette même date au moins six mois de présence au sein de l'EPIDE.

Sont également électeurs, les agents en congé maladie, en congé de grave maladie, en congé de maternité, en congé de paternité, en congé d'adoption, en congé parental, mis à disposition d'une organisation syndicale à la date du scrutin, ainsi que les fonctionnaires titulaires, détachés dans un emploi de contractuels.

En revanche, les agents en cessation anticipée d'activité ou en congé sans rémunération ne sont pas électeurs.

Article 5 - Pour l'accomplissement des opérations électorales, les électeurs qui exercent leurs fonctions à la direction générale de l'EPIDE voteront directement à l'urne.

Dans les autres cas, les électeurs voteront par correspondance dans les conditions fixées à l'article 12 de la présente décision.

Outre les agents appelés à voter par correspondance, conformément au deuxième alinéa du présent article, seront également admis à voter selon le même procédé les agents appelés à voter à l'urne mais qui se trouvent en congé maladie, en congé de longue maladie, en position d'absence régulièrement autorisée, ainsi que ceux empêchés en raison de nécessité de service de se rendre le jour du scrutin au bureau de vote central.

Les listes distinctes des électeurs appelés à voter sont arrêtées par la directrice générale de l'EPIDE, pour chaque collège et par site. Elles sont affichées dans les locaux des différents sites, trente jours au moins avant la date fixée pour le scrutin.

Dans les huit jours qui suivent l'affichage, les électeurs peuvent vérifier les inscriptions et, le cas échéant, présenter des demandes d'inscription. Dans le même délai, et pendant trois jours à compter de son expiration, des réclamations peuvent être formulées contre les inscriptions ou omissions sur les listes électorales. La directrice générale de l'EPIDE statue dans un délai de trois jours sur les réclamations.

La liste des électeurs appelés à voter par correspondance sera affichée au moins vingt jours avant la date fixée pour le scrutin.

Candidatures

Article 6 - Peuvent être désignés en qualité de représentants du personnel les agents non titulaires de l'EPIDE réunissant les conditions pour être électeurs.

Toutefois ne peuvent être désignés les agents non titulaires en congé de grave maladie, ni ceux placés pour quelque raison que ce soit en congés sans rémunération, ni ceux frappés d'une des incapacités citées par les articles L.5 et L.6 du code électoral, ni ceux qui ont été frappés d'une exclusion temporaire de fonction, à moins qu'ils n'aient été amnistiés ou qu'ils n'aient bénéficié d'une décision acceptant leur demande tendant à ce qu'aucune trace de la sanction prononcée ne subsiste à leur dossier.

Article 7- Des listes distinctes de candidatures sont établies pour chaque collège. Chaque liste de candidats comprend autant de noms qu'il y a de postes à pourvoir, titulaires et suppléants pour chaque collège.

Chaque liste de candidats doit comprendre un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes représentés au sein de la commission. Ce nombre est calculé sur l'ensemble des candidats inscrits sur la liste correspondant au nombre de représentants titulaires et suppléants à désigner.

Lorsqu'il est impossible d'aboutir à un nombre entier de candidats à désigner pour chacun des deux sexes, les organisations syndicales procèdent indifféremment à l'arrondi à l'entier inférieur ou supérieur.

Les listes doivent être déposées par les organisations syndicales qui, dans la fonction publique de l'Etat, remplissent les conditions fixées au I de l'article 9 bis de la loi du 13 juillet 1983 susvisée, au moins six semaines avant la date fixée pour le scrutin auprès la direction des ressources humaines à l'attention de la directrice des ressources humaines.

Les actes de candidatures doivent mentionner le nom et prénom du délégué habilité à représenter l'organisation syndicale dans toutes les opérations électorales.

Le dépôt de chaque liste doit être accompagné d'une déclaration de candidature signée par chaque candidat. Le dépôt fait l'objet d'un récépissé au délégué de liste.

Article 8 - Aucune liste ne peut être déposée ou modifiée après la date limite prévue à l'article précédent.

Les listes établies dans les conditions fixées par la présente décision sont affichées dans les locaux de chaque centre et de la direction générale de l'EPIDE, dans les deux jours ouvrés qui suivent la date de clôture du dépôt des candidatures.

Lorsqu'à la date limite de dépôt des candidatures, aucune candidature n'a été déposée, il est recouru à la procédure prévue à l'article 18 de la présente décision.

Déroulement, dépouillement et résultat du scrutin

Article 9 - Les bulletins de vote et les enveloppes sont établis aux frais de l'administration selon un modèle type et transmis au moins trois semaines avant la date du scrutin aux agents inscrits sur la liste électorale.

Article 10 – Pour chaque collège, il est institué un bureau de vote sur le site où est installée la direction générale de l'établissement.

Les bureaux de vote constatent le nombre de votants et procèdent au dépouillement du scrutin et à la proclamation des résultats.

Les bureaux de vote comportent chacun un président et un secrétaire désignés par la directrice générale de l'EPIDE ainsi que le délégué de chaque liste en présence.

Article 11 – Pour les agents votant à l'urne, les opérations électorales se déroulent publiquement dans les locaux de travail et pendant les heures de service.

Le vote a lieu au scrutin secret et sous enveloppe. Le vote par procuration n'est pas autorisé.

Les électeurs ne peuvent voter que pour une liste entière, sans radiation ni adjonction de noms et sans modification de l'ordre de présentation. Est nul tout bulletin établi en méconnaissance de l'une de ces conditions.

Pour les votes par correspondance, les enveloppes expédiées aux frais de l'établissement par les électeurs doivent parvenir au bureau de vote avant l'heure de la clôture du scrutin.

Article 12 – Pour le vote à l'urne, l'électeur insère son bulletin de vote dans une enveloppe (dite enveloppe n°1) sur laquelle aucune mention ou signe distinctif, à l'exception de la mention du collège, n'est ajouté.

Après vérification de son identité, l'électeur signe la feuille d'émargement des votants et introduit l'enveloppe dans l'urne correspondant à son collège.

Le vote par correspondance s'effectue dans les conditions suivantes. L'électeur insère son bulletin de vote dans la première enveloppe (dite enveloppe n°1). Chaque collège aura une couleur d'enveloppe n°1 différente. Cette enveloppe, ne doit porter aucune mention ou signe distinctif. Il insère cette enveloppe dans une seconde enveloppe (dite enveloppe n°2) sur laquelle doivent figurer ses nom, prénoms, lieu d'affectation, signature et collège. Ce pli est cacheté et placé dans une troisième enveloppe (dite enveloppe n°3), qu'il adresse à la boîte postale qui aura été définie.

Les enveloppes seront récupérées et triées en présence des présidents de bureau de vote et des délégués de listes.

Article 13 – Le président du bureau de vote de chaque collège procède au recensement des votes par correspondance dans les conditions suivantes. Les enveloppes n°3, puis les enveloppes n°2 sont ouvertes.

Au fur et à mesure de l'ouverture des enveloppes n°2, la liste électorale est émargée et l'enveloppe n°1 déposée, sans être ouverte, dans l'urne contenant les suffrages des agents ayant voté directement à l'urne.

Sont mises à part, sans être ouvertes, les enveloppes n°3 parvenues au bureau de vote après l'heure de clôture du scrutin, les enveloppes n°2 sur lesquelles ne figurent pas le nom ou la signature du votant ou sur lesquelles le nom est illisible, les enveloppes n°2 portant le nom d'un électeur ayant voté directement à l'urne, les enveloppes n°2 multiples sous la signature d'un même agent, les enveloppes n°2 non cachetées, les enveloppes n°1 parvenues en nombre multiple sous une même enveloppe n°2 et les enveloppes n°1 non réglementaires. Le nom des électeurs dont émanent ces enveloppes n'est pas émargé sur la liste électorale.

Les bulletins glissés directement dans les enveloppes n°2 ou n°3 sont écartés.

Chaque bureau de vote établit un procès-verbal des opérations de recensement des votes par correspondance. Sont annexées à ce procès-verbal les enveloppes qui ont été mises à part sans être ouvertes.

Les votes parvenus aux présidents des bureaux de vote, après le recensement prévu par le présent article, sont renvoyés aux intéressés avec l'indication de la date et de l'heure de réception.

Article 14 – Lors du dépouillement du scrutin, ne sont pas comptabilisés dans les suffrages valablement exprimés les bulletins blancs, les bulletins trouvés dans l'urne sans enveloppe, les bulletins non conformes au modèle type, les bulletins raturés, déchirés ou portant des signes de reconnaissance, les bulletins multiples contenus dans la même enveloppe et désignant des organisations syndicales différents.

Article 15 – Chaque bureau de vote constate le nombre total de votants et détermine le nombre total de suffrages valablement exprimés ainsi que le nombre de voix obtenues par chaque liste. Il détermine, en outre, pour chacun des collèges, le quotient électoral en divisant le nombre total de suffrages valablement exprimés par le nombre de représentant titulaires à élire.

Article 16 – Les représentants du personnel au sein de la commission sont élus au bulletin secret à la proportionnelle. La désignation des membres titulaires est effectuée de la manière suivante.

Chaque liste a droit à autant de sièges de représentants titulaires que le nombre de voix recueillies par elle contient de fois le quotient électoral. Les sièges de représentants titulaires restant éventuellement à pourvoir sont attribués suivant la règle de la plus forte moyenne.

Dans le cas où deux listes ont la même moyenne et qu'il ne reste qu'un siège à pourvoir, ledit siège est attribué à la liste qui a recueilli le plus grande nombre de voix. En cas d'égalité, le siège est attribué par voie de tirage au sort.

Il est attribué à chaque liste un nombre de sièges de représentants suppléants égal à celui des représentants titulaires, élus au titre de cette liste.

Les représentants sont désignés selon l'ordre de présentation de la liste.

Article 17 – Les bureaux de vote établissent le procès-verbal des opérations électorales. Ils proclament sans délai les résultats de la consultation.

Article 18 – Dans l'hypothèse où aucune candidature n'a été présentée pour un collège considéré, les représentants de ce collège sont désignés par voie de tirage au sort parmi les agents éligibles à ce collège. Si les agents ainsi désignés n'acceptent pas leur nomination, les sièges vacants des représentants du personnel sont attribués à des représentants de l'administration.

Article 19 – Sans préjudice des dispositions du huitième alinéa de l'article 14 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats devant la directrice générale de l'EPIDE puis, le cas échéant, devant la juridiction administrative.

Remplacement d'un titulaire

Article 20 – Si avant l'expiration de son mandat, l'un des représentants du personnel membre titulaire de la commission se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, il est remplacé par le premier candidat non élu de la même liste.

Lorsqu'une liste se trouve dans l'impossibilité de pourvoir un siège dans les conditions ci-dessus, le siège laissé vacant est pourvu par voie de tirage au sort parmi les agents éligibles au collège pour lequel ledit siège est vacant.

TITRE 3 DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION

Article 21 – Les représentants de l'administration, titulaires et suppléants, au sein de la commission sont nommés par décision de la directrice générale de l'EPIDE dans les quinze jours suivant la proclamation des résultats des élections.

Ils sont choisis parmi les agents de l'EPIDE exerçant une fonction de direction ou de responsabilité au sein de l'établissement.

Les représentants de l'administration, membres titulaires ou suppléants de la commission, venant à cesser leurs fonctions en cours de mandat, sont remplacés dans les conditions prévues à l'alinéa précédent. Le mandat de leurs successeurs expire dans ce cas lors du renouvellement de la commission.

TITRE 4 LE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION

Article 22 – La commission est obligatoirement consultée sur les décisions individuelles relatives aux licenciements intervenant postérieurement à la période d'essai (à l'exclusion des licenciements prononcés en application du troisième alinéa du IV de l'article L.114-1 du code de la sécurité intérieure), au non-renouvellement du contrat des personnes investies d'un mandat syndical et aux sanctions disciplinaires autres que l'avertissement et le blâme.

La consultation de la commission doit intervenir avant l'entretien préalable en cas de licenciement d'un agent :

- 1) Siégeant au sein d'un organisme consultatif au sein duquel s'exerce la participation des fonctionnaires et agents de l'Etat ;
- 2) Ayant obtenu au cours des douze mois précédent ce licenciement une autorisation spéciale d'absence accordée en application de l'article 13 du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique ;
- 3) Bénéficiant d'une décharge d'activité de service accordée en application de l'article 16 du même décret égale ou supérieure à 20 % de son temps de travail.

Cette consultation est également requise en cas de licenciement d'un ancien représentant du personnel, durant les douze mois suivant l'expiration de son mandat, ou du candidat non élu, pendant un délai de six mois après la date de l'élection pour la création ou le renouvellement de l'organisme consultatif au sein duquel s'exerce la participation des fonctionnaires et agents de l'Etat.

Il est également porté à la connaissance de la commission, les motifs qui empêchent le reclassement des agents dans les conditions prévues au 3° de l'article 17 et à l'article 45-5 du décret du 17 janvier 1986.

En application de l'article 45-1 du décret du 17 janvier 1986, la commission est consultée dans les cas de réemploi susceptible d'intervenir lorsqu'une personne retrouve les conditions nécessaires au recrutement après les avoir perdues.

La commission est obligatoirement consultée sur les décisions refusant l'autorisation de télétravail, à la condition que ce dernier soit mis en place dans l'établissement.

Dans le cadre de la procédure applicable à l'entretien professionnelle encadrée par le décret du 17 janvier 1986, la commission est amenée à examiner les demandes de révision du compte-rendu de l'entretien professionnel.

La commission peut en outre être consultée sur toute question d'ordre individuel relative à la situation professionnelle des agents contractuels.

Article 23 – La commission peut être saisie, pour avis, par les agents remplissant les conditions pour être électeurs, des questions relatives :

- a) A des contestations relatives à l'évaluation ;
- b) Aux litiges d'ordre individuel relatifs aux affectations et mutations ;
- c) Aux refus des congés mentionnés aux articles 11, 19 à 24 et 33-2 du décret du 17 janvier 1986 susvisé ;
- d) Aux sanctions disciplinaires autres que celles mentionnées à l'article 22 ;
- e) Aux refus d'autorisation de demande de travail à temps partiel et aux litiges d'ordre individuels relatifs aux conditions d'exercice du temps partiel ;
- f) Aux conditions d'exercice du temps partiel ;
- g) Aux conditions de réemploi après congés si elles n'apparaissent pas conformes aux dispositions des articles 32 et 33 du décret du 17 janvier 1986 susvisé ;
- h) Aux modalités non financières de recrutement ou de renouvellement de contrat.

La commission peut être saisie par sa présidente ou sur demande écrite de la moitié au moins des représentants du personnel de toute question d'ordre individuel concernant le personnel, à l'exception des décisions de non-renouvellement.

Article 24 – La commission est présidée par la directrice générale de l'EPIDE.

La présidente est, en cas d'empêchement, remplacé par l'un des représentants de l'administration siégeant à la commission.

Article 25- La commission élabore son règlement. Il est soumis à l'approbation de la directrice générale de l'EPIDE.

Article 26 – Le secrétariat est assuré par un représentant de l'établissement qui peut ne pas être membre de la commission. Un représentant du personnel est désigné par la commission en son sein pour exercer les fonctions de secrétaire adjoint.

Un procès-verbal est établi après chaque séance. Il est signé par la présidente et contresigné par le secrétaire et le secrétaire adjoint et transmis aux membres de la commission.

Article 27 – La commission se réunit au moins deux fois par an, sur convocation de sa présidente, à son initiative ou, dans le délai maximal de deux mois, sur demande écrite de la moitié au moins des représentants titulaires du personnel.

La commission émet un avis à la majorité des membres présents. S'il est procédé à un vote, celui-ci a lieu à main levée. Les abstentions sont admises. En cas de partage des voix, l'avis est réputé avoir été donné.

Pour délibérer valablement, les trois quart au moins des membres de la commission, en formation restreinte ou en assemblée plénière, doivent être présents lors de l'ouverture de la réunion. Lorsque ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle convocation est envoyée dans un délai de huit jours aux membres de la commission, qui siège alors valablement si la moitié de ses membres sont présents.

Lorsque l'administration prend une décision contraire à l'avis émis par la commission, elle informe la commission des motifs qui l'ont conduite à ne pas suivre cet avis.

La présidente de la commission peut convoquer des experts à la demande de l'administration ou à la demande des représentants du personnel afin qu'ils soient entendus sur un point inscrit à l'ordre du jour.

Les experts ne peuvent assister qu'à la partie des débats, à l'exclusion du vote, relative aux questions pour lesquelles leur présence a été demandée.

Les séances de la commission ne sont pas publiques.

Article 28 – Lorsque la commission siège en formation restreinte, elle siège par collège.

La commission siège en formation restreinte, en matière disciplinaire et lorsqu'elle est saisie par un agent d'une requête relative à son évaluation.

En outre, lorsqu'elle siège en formation restreinte en matière disciplinaire, seuls les représentants du personnel occupant un emploi du niveau hiérarchique au moins équivalent à celui de l'agent dont le dossier est examiné, ainsi qu'un nombre égal de représentants de l'administration, sont appelés à délibérer. Cette équivalence pourra être appréciée en référence au niveau hiérarchique des agents affectés à des tâches similaires, suivant les catégories usuelles.

La commission est convoquée par collège, en formation restreinte, pour débattre de questions n'intéressant pas les autres collèges.

Lorsque la commission siège en formation restreinte, les représentants du personnel titulaires et suppléants, élus au titre du collège dont relève l'agent, ainsi qu'un nombre égal de représentants de l'administration sont appelés à siéger et à délibérer.

Dans les autres cas, la commission est convoquée en assemblée plénière.

Lorsque la commission siège en assemblée plénière, les suppléants peuvent assister aux séances de la commission sans pouvoir prendre part aux débats. Ils n'ont voix délibérative qu'en absence des titulaires qu'ils remplacent.

Article 29 – Les représentants du personnel ne peuvent siéger à la commission lorsque celle-ci est appelé à délibérer sur leur situation individuelle.

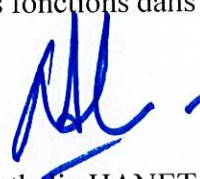
Article 30 – Toutes facilités doivent être données aux membres de la commission pour exercer leurs fonctions.

L'ordre du jour de chaque réunion, ainsi que les documents et pièces relatifs à la séance, sont adressés par mail à l'ensemble des membres, titulaires et suppléants, au moins quinze jours avant la tenue de la séance.

Les membres de la commission sont soumis à l'obligation de discrétion professionnelle en ce qui concerne tous les faits et documents dont ils ont eu connaissance en cette qualité.

Une autorisation d'absence est accordée aux représentants du personnel pour leur permettre de participer aux réunions de cette commission, sur simple présentation de leur convocation. La durée de cette autorisation est calculée en tenant compte des délais de route, de la durée de la réunion, et augmentés d'un temps suffisant, d'au maximum deux jours, afin de mettre les intéressés en mesure d'assurer la préparation et le compte rendu des travaux de la commission.

Les membres de la commission ne perçoivent aucune indemnité du fait de leurs fonctions dans cette commission.



Nathalie HANET
Directrice générale de l'EPIDE

Destinataires :

- Diffusion générale
- Affichage centres et direction générale

Les membres de la commission sont soumis à l'obligation d'écrit professionnel en ce qui concerne tous les faits et documents dont ils ont connaissance en cette qualité.

Une amende de 100 francs est infligée aux représentants du personnel pour tout membre de la commission qui, en violation de ses obligations, se livre à des actes de partialité ou de partialité dans le cadre de ses fonctions. En outre, en cas de violation des obligations de confidentialité, la commission est tenue de rendre compte de la violation à la commission.

Les membres de la commission ne peuvent recevoir aucune rémunération en tant que tels dans cette commission.


Nathalie HART
Directrice générale de l'ÉPHE

Le Président
La Direction générale
Affichage externe et direction générale